

TOURNÉE « DE LA FERME À LA TABLE »

MON ÉDITO

Notre agriculture française est en très grand danger ! Pourtant, ses différents acteurs sont formidables !

C'est cette réalité que j'ai, avec mon équipe, voulu vérifier sur le terrain, en parallèle de l'élaboration de nos deux dossiers phares : **la réforme de la PAC et la Stratégie « De la Ferme à la Fourchette »**, en intrication avec le Pacte Vert, que nous vous détaillons en page 6.

Nos premières étapes se sont arrêtées dans ma Région, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, et nous n'avons pas été déçus : tous les acteurs rencontrés, quelque soit leur filière ou leurs responsabilités, se sont révélés extraordinairement lucides, proactifs et conscients de leur rôle social. En un mot : **des professionnels passionnés !**

C'est grâce à eux que notre terre nourricière peut le rester. Comme nous, ils disent non à la nourriture artificielle, véritable enjeu de demain. Car, bien sûr, après le haro sur la viande, viendra le temps de « la sensibilité des plantes ». C'est toute l'explication de la pénurie artificielle des agriculteurs et éleveurs depuis 20 ans, créant des déserts ruraux, ainsi que la mode du dénigrement du monde agricole.

Beaucoup de nos propositions, faites dans l'élaboration des dossiers en cours, ont été confrontées et largement validées par leurs témoignages de terrain.

Merci à eux !

Bien des points abordés ont été très techniques mais j'ai tenu, avant tout, à vous en faire partager leur dimension humaine.



ME CONTACTER



+32 2 28 45 310



JOELLE.MELIN@EUROPARL.EUROPA.EU



ASP04F154 / 60, RUE WIERTZ / B-1047 BRUXELLES

TOURNÉE « DE LA FERME À LA TABLE »

RIZICULTURE



M. Bertrand MAZEL, Président du Syndicat des Riziculteurs de France et de l'Union des riziculteurs européens, acteur majeur de la Camargue, a bien voulu nous recevoir et nous décrypter **la complexité des contraintes** qui pèsent sur les riziculteurs de Camargue : emprise foncière, montée des eaux marines et diffusion d'eau douce, contraintes de la préservation de la biodiversité en zone humide, pression environnementale, taxes et guerre des prix pèsent lourd sur leur quotidien.

Pourtant, leur production Bio n'a jamais été aussi forte : près de 25% de la production globale (110 000 T pour 20 000 ha).

Il convient également de souligner **la capacité d'innovation de la filière** : l'intégration d'une robotisation de pointe ou l'utilisation de la paille de riz pour l'isolation thermique.

Quant à l'Union européenne, malgré des règlements contraignants qui s'imposent à tous les Etats membres, elle ne voit pas d'objection à ce que nos voisins italiens et espagnols utilisent 2 à 3 fois plus de phytosanitaires que nous... dans une démarche qui paraît déloyale.

Nous avons assuré M. Bertrand MAZEL de **notre combat contre les importations mondialisées qui ne protègent pas les Français**. Blanc, Rouge, Long, Rond... le Riz de Camargue est le plus vertueux qui puisse être offert à la consommation des Français !

APICULTURE

Le temps d'un déjeuner à Aix-en-Provence, nous avons pu recueillir les doléances et les espoirs du Président de la Société Régionale d'Apiculture des Bouches-du-Rhône. Après nous avoir présenté la spécificité de ses ruchers locaux, à Fos-sur-Mer, victimes d'un réchauffement climatique très significatif de près de 3°C, le Président a pointé du doigt **le grave problème du vol d'essaims, véritable commerce frauduleux en France**. Il a également déploré auprès de nous la pratique d'un petit nombre d'arboriculteurs indécents qui s'autorisent à traiter leurs vergers en même temps qu'ils louent des ruches pollinisatrices.

Au-delà de cela, il semblerait, selon lui, que de nombreuses zones, comme les Cévennes ou le plateau de Valensole, assurent la survie des colonies d'abeilles.

Nous lui avons indiqué **notre combat permanent au Parlement européen, par des objections, pour contrer la Commission européenne**, qui n'a de cesse d'augmenter les taux autorisés de phytosanitaires pour ouvrir l'Union européenne à des importations toxiques, comme dans le cas de la pomme de terre du Canada et de la graine de lin d'Australie.



TOURNÉE « DE LA FERME À LA TABLE »

CHASSE



Nous avons aussi rencontré le Directeur de la Fédération des Chasseurs des Bouches-du-Rhône qui mène, avec courage, **un combat difficile pour la réhabilitation de la Chasse** auprès des élus, des collectivités, des habitants des zones périurbaines et plus largement de toute la société dans son ensemble.

Des groupuscules sectaires et antidémocratiques, qui méconnaissent totalement le monde de la Chasse et de la ruralité, minoritaires mais très mobilisés et soutenus par un certain nombre de médias, ont réussi à influencer l'opinion publique, de telle sorte que la Chasse est aujourd'hui une activité majoritairement incomprise voire décriée. **Beaucoup de pédagogie et d'exemplarité seront donc nécessaires pour faire comprendre aux futures générations la mission d'intérêt public de la Chasse.**

Alors que moi-même, je suis totalement étrangère au monde de la Chasse, **j'ai la conviction que les Chasseurs sont des acteurs essentiels de l'aménagement des territoires ruraux** (dégâts agricoles, entretiens forestiers), **de la préservation de la biodiversité** (régulation) **et de la vie sociale en milieu rural**. Et c'est à ce titre que je les défends !

Membre de l'Intergroupe « Biodiversité, Chasse, Campagne » au Parlement européen, j'ai rappelé au Directeur de la Fédération des Chasseurs des Bouches-du-Rhône, **mon combat pour le respect de nos coutumes ancestrales, pour l'équilibre de nos territoires ruraux, pour les libertés individuelles et pour la défense de notre patrimoine immatériel**. Alors que le soir même de notre rendez-vous, le Conseil d'Etat interdisait la Chasse aux gluaux, pratiquée en Provence depuis des siècles...

LYCÉE AGRICOLE

Le lycée agricole d'Hyères regroupe sur une grande propriété en périphérie de la ville, des structures administratives conjointes avec le lycée agricole des Arcs, et des structures techniques. Son directeur et la directrice du versant exploitation en circuit court nous ont détaillé **les très nombreuses filières proposées allant de l'agriculture à l'horticulture ou aux services à la personne en milieu rural**, avec des options attractives, comme l'équitation par exemple. Ils nous ont aussi détaillé les très nombreux diplômes scolaires qualifiants, du CAP au BTS en passant par le Bac Pro.

Les dirigeants nous ont exposé leurs difficultés : le double ministère (Education nationale et Agriculture), la lourdeur administrative, les difficultés de recrutement des élèves, dont la génération a tendance « à trouver la terre un peu basse »...

Pour autant, **leur enthousiasme n'est pas altéré et ils ont la fierté de présenter chaque année des dizaines de diplômés**, qui trouvent immédiatement des débouchés sur cette terre du Var si riche en demandes professionnelles.

Nous avons pu leur indiquer que la formation, le conseil et l'accompagnement des entreprises du monde agricole ou de l'horticulture avaient fait l'objet de plusieurs amendements de notre part sur les textes en cours et que **nous avons défendus, bec et ongle, la place des acteurs du monde rural dans la société que nous souhaitons pour demain.**



TOURNÉE « DE LA FERME À LA TABLE »

VITICULTURE BIO

La fabrication du rosé du Var, celui qui incarne la Provence, les vacances d'été et les cigales, nous a été présentée au Château de Gairoird, à Cuers. Les propriétaires nous ont révélé tout le processus de la récolte, du pressage, puis de la mise en cuve, maintenant en inox, par un circuit réfrigéré et particulièrement rapide, un élément déterminant pour assurer la légèreté et surtout la clarté de la couleur du rosé. Bien entendu nous avons pu déguster le résultat de ce savoir-faire d'excellence, issu de plusieurs générations de viticulteurs, qui ont fait le chemin vers l'Agriculture Bio.

Mais nous avons aussi été informés des **difficultés que rencontrent les viticulteurs** actuellement : **aléas climatiques**, avec le gel dramatique de ce début de printemps, **aléas sanitaires** avec la crise du Covid et **aléas liés aux relations internationales**, avec les taxes américaines. Associés à une fiscalité et des réglementations très lourdes, même dans les filières d'excellence, l'impondérable n'est jamais loin...

A l'encontre de certains écologistes européens qui insistent pour modifier les indications géographiques, **nous nous battons au Parlement européen pour maintenir les AOC et les AOP**, indispensables pour assurer la pérennité du succès mondial du rosé de Provence ! Et c'est là toute notre participation à l'élaboration du dossier « De la Ferme à la Fourchette » : protéger nos agriculteurs et leurs productions contre la concurrence de moindre qualité.



AOP FIGUE DE SOLLIÈS

Nous avons été reçus par les représentants du Syndicat de défense de la Figue de Solliès. C'est toute une filière qui s'est organisée autour de l'AOP afin de se démarquer de la concurrence, turque notamment. **Une filière composée essentiellement d'exploitations situées en zones périurbaines, familiales et de taille raisonnable.**

L'AOP Figue de Solliès est gage de qualité d'un fruit fragile et d'une **production nécessairement en circuit court**. Pour en bénéficier, il suffit d'être adhérent au Syndicat, remplir le cahier des charges et planter sur le périmètre des communes sélectionnées. L'énergie et le dynamisme de ces producteurs ont payé puisqu'ils ont obtenu, en décembre 2020, **l'extension de l'AOP aux fruits destinés à la transformation.**

Un vrai succès !



Les représentants du Syndicat de défense de la Figue de Solliès nous ont en revanche fait part du fléau des charançons noirs. Un insecte qui ronge de l'intérieur les figuiers. Des solutions Bio existent mais le fléchage des fonds alloués à la R&D et la lourdeur des démarches administratives restent un problème de taille. Je me suis engagée à solliciter la Commission européenne afin de **trouver des solutions pérennes permettant de lutter efficacement contre les espèces animales et végétales invasives** dont nous avons fait un combat particulier au Parlement européen.

TOURNÉE « DE LA FERME À LA TABLE »

CERTIFICATION ENVIRONNEMENTALE

Avec l'évolution de la demande sociétale et une certaine pression médiatique, **un nombre important d'agriculteurs se sont détournés du conventionnel pour le Bio**. Il s'agit, pour la plupart, d'une démarche mêlant éthique personnelle et enjeux économiques. L'orientation des directives et règlements européens prévoit en effet de flécher les aides financières vers le Bio. Pour ceux qui font le choix d'initier cette transition, l'objectif est de pérenniser un **nouveau modèle économique**, assumant plus de pertes et plus de main d'œuvre mais générant aussi des prix plus élevés garantissant moins de risques sanitaires.

L'Association Terra Vitis, dont nous avons rencontré le Président, est un réseau constitué de plus de 2500 vignerons engagés, porteur d'une **approche a priori plus globale que le label Bio des problématiques liées à une agriculture durable** : « un mode d'exploitation qui répond aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

Le cahier des charges de **ce label se veut moins rigide que celui du Bio** : l'utilisation de certains intrants, à des périodes et dans des zones précises, est par exemple possible si aucun résidu n'est détectable dans le produit final destiné à la consommation. L'Association Terra Vitis cherche ainsi à concilier **3 dimensions** : **économique** (rentabilité de la production), **écologique et sanitaire** ainsi que **sociale** (prise en compte du bien-être au travail des agriculteurs), contrairement au **label trompeur de la HVE**.

Il est important de rappeler, comme nous le faisons dans nos travaux parlementaires, que **les labels et certifications, qu'ils soient privés ou publics, doivent correspondre à une réalité** et ne pas être le résultat de jeux d'influence préjudiciables pour les agriculteurs et les consommateurs.



CHAMBRE D'AGRICULTURE



Nous avons terminé cette immersion dans la vie quotidienne de nos territoires par un très long échange avec **les représentants de la Chambre d'Agriculture du Var**. Son Directeur-adjoint et un élu aux multiples responsabilités, en particulier dans la filière horticulture, nous ont précisé leurs lourdes responsabilités consulaires, leurs projets du mandat en cours et bien sûr **la complexité des écueils qui touchent le monde rural et agricole**.

Nous avons, encore une fois, été frappés par **la lucidité et la détermination** de nos deux interlocuteurs, qualités que nous avons rencontrées à chaque étape de notre circuit.

En effet, toujours les mêmes difficultés : problèmes du foncier et de l'eau, sécurisation des récoltes, fin des taxes et réglementations, difficulté de vocations, **concurrence déloyale** ont une nouvelle fois été abordés. Cette concurrence est un véritable fléau, imposé tant par certains de nos alliés européens, bénéficiaires d'un moindre coût du travail que par le dumping dû à la mondialisation, aussi inepte que dangereuse.

Sur de nombreux points, une fois encore, nous avons pu vérifier que nos propositions étaient en adéquation avec la demande quotidienne de nos concitoyens, tant producteurs que consommateurs. Et ce n'est pas là la moindre de mes fiertés, que j'ai pu partager avec toute mon équipe.

TOURNÉE « DE LA FERME À LA TABLE »

RÉFORME DE LA P.A.C.

Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne sont parvenus à un accord concernant la nouvelle Politique Agricole Commune (PAC) à la fin du mois de Juin 2021. Cet accord politique ouvre la voie à **une PAC qui se veut plus équitable, plus verte, et plus souple**. Elle affiche des ambitions plus élevées en matière d'environnement et de climat, qui seront alignées sur les objectifs du Pacte Vert, et devront être mises en œuvre à partir de janvier 2023.

Point important, **cette nouvelle PAC garantira aussi une répartition plus équitable des aides, notamment pour les petites et moyennes exploitations familiales et les jeunes agriculteurs**.

Sur la base d'une réglementation plus simple, établie au niveau de l'Union européenne, **les États membres seront chargés d'élaborer un plan stratégique pour la mise en œuvre de cette nouvelle PAC sur leur territoire au cours des cinq prochaines années**. Ils pourront ainsi tenir compte des conditions et des particularités locales et mieux tracer les aides.

Rapporteur pour le Groupe Identité et Démocratie pour le volet environnemental des négociations sur la PAC, **j'ai, autant que faire ce peut, soutenu ces orientations dans le but de donner un cadre clair aux agriculteurs européens disponible dès 2023**.



STRATÉGIE « DE LA FERME À LA TABLE »

Cette stratégie européenne qui veut **favoriser les circuits courts et promouvoir un système alimentaire vertueux (notre alimentation de demain), trouve tout son sens après la crise sanitaire**. Cette crise a notamment désorganisé les circuits de distribution et démontré la résistance des modèles basés sur une diversification de la production.

En participant à la rédaction et l'élaboration du rapport sur cette nouvelle stratégie, **j'ai réussi, lors des négociations, à faire introduire plusieurs points cruciaux dans l'intérêt de nos concitoyens :**

- **Coupler les systèmes en circuit court avec une production locale**, qui reflète les régions et rétribue les agriculteurs au juste prix.
- **Encourager l'installation d'abattoirs mobiles ou locaux** avec du personnel formé aux problématiques du bien-être animal : l'étourdissement doit être la règle !
- **Conditionner les accords de libre-échange aux règles environnementales européennes**.
- **Préserver les pollinisateurs** en réduisant leur exposition à certains pesticides.
- **Promouvoir et défendre les indications géographiques protégées**.
- **Accompagner les agriculteurs dans la transition vers des modèles plus vertueux**, plutôt que de les sanctionner.
- **Encourager les vocations chez les jeunes** afin de garantir le renouvellement des générations d'agriculteurs.